



REDONNONS DU SENS A NOS METIERS

VOTEZ

Le choix de la CGT est celui d'une école publique, gratuite et laïque dont l'objectif premier est la réussite de tous les jeunes, en matière d'éducation, de qualification et d'émancipation.

Ensemble, exigeons l'égalité territoriale, la mixité sociale et des moyens budgétaires.

Le vote pour la CGT Educ'action, c'est aussi lutter pour :

- l'arrêt des suppressions de postes et le rétablissement des moyens perdus,
- la création d'emplois statutaires pour toutes les catégories de personnels,
- une réduction du temps de travail,
- une formation sous statut de fonctionnaire stagiaire avec des stages progressifs, programmés et accompagnés,
- un droit à la formation continue à hauteur de 10 % du temps de travail,
- une revalorisation du traitement, l'arrêt du recours systématique aux heures supplémentaires et primes, le rattrapage immédiat du pouvoir d'achat à hauteur de 300 € / mois (soit 70 points d'indice),
- le remplacement de la hors classe par un déroulement de carrière au rythme le plus rapide permettant à chacun d'accéder à l'indice actuel du dernier échelon de la hors classe,
- une retraite à 60 ans avec 37,5 annuités et 75 % du dernier traitement.



DU 13 AU 20 OCTOBRE 2011
ELECTIONS PROFESSIONNELLES
PERSONNELS DE L'EDUCATION NATIONALE

POLITIQUE BUDGÉTAIRE ET RÉFORMES RÉTROGRADES : DES CONDITIONS DE TRAVAIL INACCEPTABLES !

LA CGT DÉNONCE LA POLITIQUE LIBÉRALE :

- suppression de 70 000 emplois depuis 2007,
- restructuration des services déconcentrés de l'Etat,
- précarité,
- heures supplémentaires imposées,
- politique du résultat,
- mise en concurrence des disciplines, des personnels et des établissements,
- multiplication des tâches,
- détérioration des conditions de travail des personnels, de leur statut, de la gestion de leur carrière, de leur droit à mutation.



DES PERSONNELS INDISPENSABLES !

Les services de **Vie Scolaire** ne doivent être ni un laboratoire de déréglementation, ni un lieu de précarité.

Avec les services d'**orientation**, ils doivent rester des espaces au cœur du service public de l'Éducation nationale.

Ce sont des lieux d'écoute, d'accueil et de vie de l'établissement permettant une prise en charge essentielle de l'élève.

Les CDI offrent un espace d'information et de formation où les **professeur-e-s documentalistes** assurent un enseignement aux élèves.

La CGT Educ'action revendique :

- le maintien du caractère éducatif de la Vie Scolaire, le développement du service d'orientation et la reconnaissance du rôle pédagogique des centres de documentation
- une augmentation du nombre de postes ouverts aux concours de CPE, de documentalistes, de COP
- un recrutement très important pour compenser les suppressions massives de ces dernières années
- une réduction effective du temps de travail pour les CPE, les COP, les documentalistes et les Assistants d'éducation (24h en externat, 28h en internat).

ATSS

Les **personnels administratifs, techniques, des laboratoires, de santé et des services sociaux** subissent de plein fouet réductions de postes, modernisation libérale et perte de pouvoir d'achat. Les nouveaux statuts imposés complexifient et allongent les carrières sans augmenter les salaires. Avec la Prime de Fonction et de Résultats les personnels administratifs deviennent des cobayes pour une gestion de carrière au mérite contribuant à la casse du statut. Stop aux pressions de la hiérarchie ! Nos métiers sont au service de l'éducation, pas de sa destruction !

Avec la CGT, défendons de meilleures conditions de travail, le respect des personnels et le sens de leur mission !

L'AMBITION POUR TOUS DOIT ÊTRE AU PROGRAMME DU

COLLÈGE

UN BILAN SÉVÈRE :

15% des collégien-nes sont en grande difficulté, 150 000 jeunes quittent l'école sans le brevet chaque année, les écarts se creusent entre élèves selon l'origine sociale...

Le collège n'a jamais été une priorité. La mixité sociale s'y est encore dégradée.

Le collège unique est mis en accusation sans avoir eu les moyens d'exister. Socle commun et livret de compétences, dispositif ECLAIR dénaturent et alourdissent le travail des enseignant-e-s, et organisent le tri social des collégiens : aux uns un minimum scolaire, aux autres la poursuite d'études. Les parcours dérogatoires se multiplient (DIMA). L'ambition scolaire se limiterait à la fin de 3^{ème} pour nombre d'élèves de milieu populaire... L'« école du socle commun du CP à la 3^{ème} » entérinerait ce projet rétrograde.

Parce que chaque jeune, quelle que soit son origine sociale, est capable et éduicable,

LA CGT MILITE POUR QUE SOI(EN)T :

- réaffirmée la place du collège, après l'école et tourné vers le lycée,
- instaurée, pour tous les élèves, une culture commune de haut niveau accordant une même valeur à chaque discipline,
- développée une pédagogie de progrès fondée sur le sens des apprentissages et des savoirs,
- accompagnés les collégien-ne-s les plus fragiles,
- rétabli l'objectif initial de l'éducation prioritaire,
- données à tous les collégiens les conditions d'accès à l'une des trois voies du lycée dans le cadre d'une scolarité obligatoire portée à 18 ans.

SOUFFRANCE AU TRAVAIL, LA CGT REVENDIQUE :

- l'accès réel à la médecine du travail,
- la protection contre les formes de violence et de harcèlement,
- la prise en compte de la pénibilité de l'emploi.

LA CGT REVENDIQUE L'ÉGALITÉ DE DIGNITÉ DES TROIS VOIES DU

LYCÉE

Dans la voie professionnelle, comme dans les voies générale et technologique, les réformes ministérielles, dont la logique libérale est portée par la RGPP(*) et la suppression massive d'emplois, se traduisent par :

- une augmentation des effectifs par classe et la suppression des seuils de dédoublement
- des horaires globalisés effaçant les références nationales des enseignements
- un accompagnement « personnalisé » et des « heures-projet » pris sur les horaires disciplinaires, entraînant une concurrence entre les disciplines, imposant des missions d'orientation aux enseignants
- des regroupements hétéroclites d'élèves (séries, sections, niveaux différents...)

(*) RGPP : révision générale des politiques publiques.

RÉFORME DE LA VOIE TECHNOLOGIQUE

LA CGT DÉNONCE :

- une filière industrielle bradée avec les STI2D,
- un enseignement théorique inadapté aux lycéen-ne-s de la voie technologique
- une déqualification des BTS, vrai danger pour l'industrie,
- une formation des enseignants au rabais, le mépris de leur qualification et de leurs conditions de travail.

LA CGT EXIGE :

- une revalorisation de la voie technologique et une reconnaissance de sa spécificité,
- le maintien du travail en groupe à effectif réduit en particulier en atelier,
- le développement des STS et des IUT comme suite logique d'études supérieures,
- le maintien de tous les postes dans le respect des qualifications et des disciplines des personnels.

RÉFORME DU BAC PRO 3 ANS

LA CGT CONDAMNE :

- la déqualification des diplômes et des contenus,
- la perte d'une année de formation et la suppression des sections BEP,
- l'augmentation des périodes de formation en entreprise aux dépens des heures de cours,
- le développement du CCF remettant en cause le caractère national des diplômes CAP, BEP, BAC pro,
- le développement et la priorité donnés à l'apprentissage,
- la dégradation des conditions de travail (mise en place des CCF, recherche et suivi de stages...).

LA CGT REVENDIQUE :

- le maintien des diplômes nationaux,
- des parcours différenciés pour les élèves,
- le développement de l'enseignement professionnel public sous statut scolaire.

RÉFORME DU LYCÉE GÉNÉRAL

Au lieu de rééquilibrer les séries, elle amplifie parfois, via les enseignements d'exploration, la pré-orientation et la hiérarchie entre les séries. Elle instaure la globalisation et l'autonomie en attaquant le cadre national du service public d'éducation.

LA CGT REVENDIQUE :

- la pertinence des trois séries (L, ES, S),
- un réel accès aux options partout sur le territoire, sans concurrence entre les établissements,
- des dédoublements définis nationalement dans toutes les disciplines permettant une pédagogie de la réussite,
- des grilles horaires définies nationalement
- la réactivation des classes passerelles entre séries et entre filières.

ILS VIVENT ICI, ILS BOSSENT ICI, ILS RESTENT ICI !

Co-fondateurs du Réseau RESF, les militants de la CGT se battent pour protéger les jeunes et leur famille dépourvus de papiers pour leur régularisation et faire reconnaître le droit universel à l'éducation.

La CGT milite avec les travailleurs sans papiers pour obtenir leur régularisation et la reconnaissance de leurs droits.



TITULARISATION POUR TOUS !

La CGT Educ'Action revendique, parce que c'est juste et légitime pour les personnels et nécessaire pour le Service public :

- la titularisation de tous les précaires, sans condition de concours ni de nationalité,
- l'arrêt du recrutement de personnels précaires.

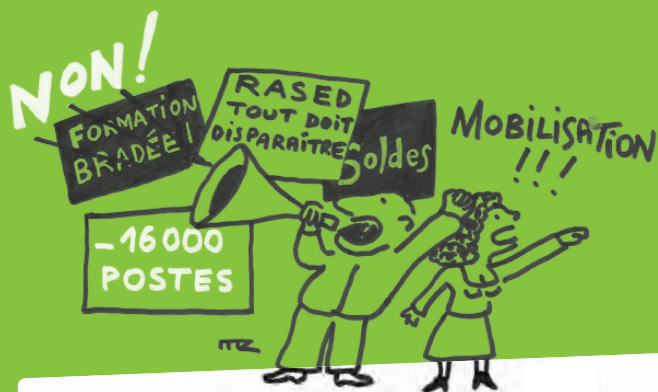
Nous luttons pour une amélioration des conditions de travail et de gestion de ces personnels. C'est ce que font tous les représentants CGT Educ'Action dans les CCP.

La CGT a signé le protocole d'accord sur la résorption de la précarité dans la fonction publique. Ce sont 50 000 titularisations et 100 000 passages en CDI qui ont été annoncés.

Ce plan reste très insuffisant, les 130 000 AED, AVS, AP, contrats aidés (etc) en sont exclus.

Voter CGT c'est aussi mettre les **NON TITULAIRES** au cœur des luttes.

LE PREMIER DEGRÉ SUBIT DE PLEIN FOUET UNE SUITE DE RÉFORMES RÉGRESSIVES ET NÉFASTES



Les évaluations nationales en CM2 et CE1 servent de couverture à un classement des élèves, des enseignant-e-s et des écoles. Elles ne permettent pas de cibler les difficultés et d'effectuer les remédiations nécessaires.

La suppression du samedi matin a permis au gouvernement :

- d'imposer l'aide personnalisée au détriment de la pédagogie différenciée,
- de généraliser la suppression des réseaux d'aide aux enfants en difficulté (RASED),
- de surcharger la journée scolaire, néfaste notamment pour les enfants les plus fragiles.

Il s'agit bien là de rentabiliser à tout prix et d'imposer une autre école :

- suppressions de postes même en cas de hausse des effectifs
- nombreuses fusions d'écoles
- projets de création d'établissements du premier degré (EPEP) ou du socle commun regroupant école et collège, et ghettoïsation des zones d'éducation prioritaire par la mise en place du programme ECLAIR.

AVEC LA CGT DITES NON...

- à la surcharge de travail, conséquence des réformes régressives,
- aux programmes rétrogrades prônant le retour à la morale et aux mécanismes d'apprentissage sans réflexion,
- à la création de structures d'accueil pour la petite enfance, comme les jardins d'éveil, qui menacent l'école maternelle,
- à Base élèves et à tout fichier centralisé.

NON À LA CASSE
DU DROIT DE GRÈVE PAR LA MISE
EN PLACE DU SERVICE MINIMUM
D'ACCUEIL ET LA DÉCLARATION
PRÉALABLE D'INTENTION DE FAIRE
GRÈVE.

POUR LA RÉUSSITE DE TOUS LES ÉLÈVES... AVEC LA CGT EXIGEZ

- le droit à une scolarité complète et de qualité, obligatoire dès 3 ans (et 2 ans si la demande existe), dispensée par un enseignant-e qualifié-e et formé-e
- un « rythme de travail » et un dispositif national unique respectant les élèves et les enseignant-e-s
- l'amélioration des dispositifs d'aide aux élèves en difficulté
- la complète gratuité de l'école pour les familles
- une politique ambitieuse de créations d'emplois statutaires :
 - 10 % des emplois budgétaires consacrés aux missions de remplacement,
 - des emplois statutaires pour l'accompagnement à la scolarisation des enfants en situation de handicap
- le développement des RASED et leur maintien là où il y a des besoins

**UN MÉTIER ÇA S'APPREND !
UNE AUTRE MASTERISATION
EST POSSIBLE !**

AVEC LA CGT EXIGEZ :

- un concours au niveau de la licence,
- une formation initiale rémunérée de deux ans comme fonctionnaire stagiaire préparant au métier,
- un master reconnu par les cinq années de formation avec des stages progressifs, programmés et accompagnés,
- des passerelles prévues et des modalités adaptées pour la reconnaissance de l'expérience professionnelle,
- une loi de programmation des recrutements.